

aux réformes juridiques, l'enseignement des droits de la personne et la tolérance religieuse. Les projets visent à renforcer les groupes communautaires et les ONG, à soutenir des modes responsables de gouverner et à accroître la participation populaire aux prises de décisions et à l'attribution des ressources. Le Canada possède l'un des plus importants programmes d'aide qui soient au Timor oriental: il y consacre 500 000 \$ du Fonds canadien d'initiatives locales administré par l'ambassade.

La visite M. Yalden, alors Commissaire canadien des droits de la personne, en avril 1995 puis celle de trois commissaires indonésiens au Canada se sont soldées par la participation des deux commissions nationales des droits de la personne à un programme de coopération financé par l'ACDI. Le Canada est le seul pays à entretenir de tels liens avec la Commission nationale des droits de la personne de l'Indonésie.